

La Franc-Maçonnerie en France

La *Revue des Deux Mondes* publie, dans son numéro du 1er mai, un article intitulé : " la Franc-Maçonnerie en France." Cet article, qui n'est pas signé, vient évidemment d'un homme qui connaît très bien son sujet et qui s'est documenté aux sources les plus sûres, c'est-à-dire en dehors des discours publics, dans les *Bulletins du Grand Orient de France* et les *Comptes Rendus aux ateliers de la Fédération des travaux Grand-Orient*. Toutes ses citations, et elles sont nombreuses, ont donc un caractère quasi-officiel. Cet article contient trop de matière pour être analysé. Nous en détachons seulement le passage suivant, qui se rapporte à l'action politique et à la propagande électorale de la franc-maçonnerie dans ces dernières années.

L'année 1896 fut tragique pour la maçonnerie : subitement elle escalada le Capitole, et puis en descendit. Au début de l'année, M. Léon Bourgeois était au pouvoir avec sept de ses " frères " ; et s'il " tint à marcher de l'avant," c'était, comme il le déclara plus tard dans une loge Suresnes, parce qu'il " savait devoir être suivi par les maçons de France." La joie des loges fut immense. " Pour la première fois, déclarait M. Friquet, président de la Grande-Loge symbolique écossaise, en portant un toast à M. Mesureur, nous possédons un gouvernement de maçons, et de maçons dignes de ce nom. Il me suffira de citer, parmi les ministres profanes, M. Berthelot, pour avoir le droit de dire qu'il ne leur manque, pour être des nôtres, que la formalité de l'initiation." M. Combes se flattait hautement de rester, au pouvoir, un maçon militant. M. Guicysse présidait avec M. Mesureur la distribution des prix des cours commerciaux du Grand Orient ; ils étaient présentés à l'assistance par M. Lucipia lui-même, des " maçons soucieux de leurs engagements " ; et M. Guicysse répondait, avec l'autorité d'un homme d'Etat et la gravité d'un homme d'Eglise : " C'est dans la maçonnerie que j'ai trouvé la plus haute expression de la règle qui doit guider les hommes dans la vie." MM. Bourgeois et Doumer se faisaient présenter, à Lyon, cent vingt délégués des loges ; M. Alfred Faure, député radical du Rhône, interprète de cortège, témoignait aux deux ministres avec quel " orgueil de famille " les maçons saluaient, dans le Cabinet, les plus illustres d'entre

leurs frères " ; et, priant M. Bourgeois de compter sur leur " action politique," sur leur " concours le plus généreux," il sollicitait, en finissant, les palmes académiques pour le doyen de la maçonnerie lyonnaise ; alors, " au milieu de l'émotion générale," MM. Bourgeois et Doumer, " instantanément," exauçaient cette demande, et, " séance tenante," ce " doyen d'une espèce rare " était décoré. La maçonnerie des départements, partout, s'abandonnait à l'enthousiasme ; la loge de Bar-le-Duc constatait avec fierté que le programme du Cabinet Bourgeois était identique au programme d'action politique voté à Epinal en 1893 et à Mâcon en 1894 per les Congrès des Loges de l'Est ; et la *Revue maçonnique*, organe de l'" écossisme," coupable de certaines réserves à l'endroit de M. Bourgeois, eut à subir le désabonnement officiel, de plusieurs loges, formellement approuvées par le Grand Orient.

Par surcroît, la maçonnerie, inlassable en sa victoire, se piquait d'avoir capté la plus haute magistrature de l'Etat. Elle avait, au Congrès de 1895, appuyé de ses vœux et de ses votes la candidature de M. Brisson à la Présidence de la République ; M. Brisson avait échoué, et, trois ans après, avec une amertume étrangement tenace, M. Desmons, dans un discours public, déplorait encore cet " échec immérité." Bref, l'installation de M. Félix Faure à l'Élysée avait été une défaite de la fraction maçonnique. Mais la maçonnerie, par un acte de haute politique, transforma sa défaite en victoire. Elle retrouva dans le passé de M. Félix Faure, certains liens d'initiation contractés au Havre, en 1865, à la loge de l'Aménité, et le souvenir de conférences qu'il avait faites plus tard, dans cette loge, sur les budgets contemporains ; elle alléguait ces deux faits et profita de l'inaltérable courtoisie du Président de la République pour envahir les préfectures où l'amenaient ses voyages successifs. A Clermont Ferrand, en 1895, M. Blatin lui présentait les délégués de soixante-cinq loges : on ébruitait la nouvelle dans la presse profane, avec une habileté consommée ; et quelques semaines après, dans une grande tenue maçonnique, à Neuilly, un orateur, exploitant l'incident de Clermont, qualifiait M. Félix Faure de " maçon fidèle et actif," et encourageait les fonctionnaires à être " maçons comme le Président de la République." Cet orateur n'était autre que M. Léon Bourgeois.

Devenu ministre, il sut organiser, autour des voyages de M. Félix Faure, de vraies mobilisations maçonniques : tantôt les frères offraient au Président un " bijou " ; tantôt ils le venaient